

CM du groupe de travail Justice climatique de l'Alliance climatique du 31.10.

Injustice climatique : tout le monde la voit, mais personne ne la regarde

Berne, le 31.10.2022

Nous devons nous adapter progressivement aux extrêmes climatiques. Depuis longtemps déjà, de nombreuses personnes vivant dans la pauvreté doivent faire face à des sécheresses et des inondations. C'est injuste, car elles ne sont pas à l'origine du problème. Le groupe de travail Justice climatique de l'Alliance climatique exige des pollueurs, dont la Suisse fait partie, des objectifs climatiques nationaux ambitieux ainsi qu'un soutien aux personnes touchées dans le Sud global. Pour une meilleure politique climatique et pour mobiliser les électeurs et électrices, nous cherchons un(e) ambassadeur(trice) climatique.

Une fois de plus, un été inhabituellement chaud et sec est derrière nous. Nous devons peu à peu nous adapter à un nouveau quotidien. "Les pays pauvres luttent depuis longtemps déjà contre la nouvelle réalité du réchauffement climatique. Dans ces pays, les populations pauvres sont plus touchées que la moyenne, par exemple parce qu'elles n'ont pas les moyens de s'adapter à la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations", explique Sonja Tschirren de Swissaid. En Indonésie, des personnes vivent sur des îles qui ne seront bientôt plus habitables en raison de la montée du niveau de la mer. Au Burkina Faso, les petits paysans doivent déménager dans les grandes villes en raison de la diminution des précipitations. Au Pakistan, des maisons, des écoles et des hôpitaux ont été emportés en quelques secondes. En Haïti, des cyclones tropicaux érodent les pentes utilisées par les petits paysans. En Éthiopie, des gens souffrent de la faim parce qu'il n'y a plus assez de terre dans de nombreux champs. Toutes ces personnes doivent trouver des solutions à des problèmes qu'elles n'ont pas causés. Cette semaine, du 31 octobre au 7 novembre, des organisations réunies au sein du groupe de travail Justice climatique de l'Alliance climatique suisse attirent l'attention sur cette grande injustice. Nous unissons nos forces et montrons ce que la Suisse peut faire concrètement pour contribuer à plus de justice climatique.

La contribution suisse à une plus grande justice climatique

"L'année prochaine, la votation sur le contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers et les élections nationales d'octobre nous attendent. En raison de son importante empreinte climatique par habitant, la Suisse doit assumer sa responsabilité envers les personnes qui souffrent particulièrement du réchauffement climatique, mais qui ne l'ont pas provoqué. Nous devons atteindre la neutralité climatique le plus rapidement possible", déclare Stefan Salzmann d'Action de Carême. Pour donner du poids à cette revendication, nous sommes à la recherche d'un soutien de personnalités. Toute la Suisse peut participer à un vote en ligne pour choisir l'ambassadeur ou l'ambassadrice du climat pour 2023. L'ambassadeur ou l'ambassadrice du climat doit convaincre les gens de prendre davantage en compte le climat comme critère de décision politique, afin d'éviter les pires scénarios de réchauffement climatique mondial. Le/la gagnant(e) sera contacté(e) par nos soins dans les semaines suivant notre vote en ligne pour savoir si et comment il/elle peut envisager une collaboration.

Conférence sur le climat COP27 à Sharm El-Sheik

La conférence des Nations unies sur le climat débute dans une semaine. Nous attendons de la Suisse qu'elle s'engage pour une politique climatique internationale qui place la dignité humaine et les questions de justice globale au centre de ses préoccupations. Nous demandons à la Suisse de s'engager à développer le soutien technique et financier aux personnes vivant dans la pauvreté.

"Lors de la dernière conférence sur le climat à Glasgow en 2021, il est apparu clairement que les pays riches ne respectaient pas leur engagement prise en 2009 de 100 milliards de dollars par an pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. Lors de la prochaine conférence sur le climat, un nouvel objectif de financement plus élevé doit être adopté et il faut s'assurer que des ressources financières supplémentaires, adéquates et prévisibles soient mises à disposition des pays en développement", déclare Patrik Berlinger d'Helvetas. De plus, il est urgent de progresser dans le domaine des pertes et dommages (Loss and Damage). Il s'agit de soutenir les personnes qui ont subi des dommages irréversibles en raison du réchauffement climatique. C'est un aspect urgent de la justice climatique.

Les organisations suivantes font partie du groupe de travail Justice climatique de l'Alliance climatique : Communauté de travail climat, énergie et environnement, Médecins en faveur de l'environnement, Action de Carême, Grüner Fisch, Helvetas, EPER, oeco - églises et environnement, Public Eye, StopPauvreté, Swissaid.

Contacts :

Stefan Salzmann, responsable du programme Justice climatique à l'Action de Carême et coordinateur du groupe de travail Justice climatique, salzmann@fastenaktion.ch, 041 227 59 53

Yvan Maillard Ardenti, responsable de programme Justice climatique à l'EPER, Yvan.Maillard@heks.ch, 079 267 01 09

Sonja Tschirren, responsable du dossier climat et agriculture écologique chez Swissaid, s.tschirren@swissaid.ch, 079 363 54 36

Patrik Berlinger, responsable de la communication politique chez Helvetas, patrik.berlinger@helvetas.org, 044 368 67 14